

Plan Régional de la Création et de la Transmission en Agriculture
« **Demain je serai agriculteur** », une mission d'enquête pour
repenser la création et la transmission de l'agriculture

Vendredi 18 mars



DOSSIER DE PRESSE

www.nordpasdecals.fr

Contacts presse :

peggy.collette@nordpasdecals.fr / 03 28 82 53 03
celine.kasperczyk@nordpasdecals.fr / 03 28 82 53 82
antoine.sieminski@nordpasdecals.fr / 03 28 82 53 12



« Demain je serai agriculteur », une mission d'enquête pour repenser la création et la transmission de l'agriculture en Nord-Pas de Calais

Plus d'un tiers des exploitations agricole de la région Nord-Pas de Calais seront à transmettre dans les dix prochaines années. Parce que le nombre de jeunes qui s'installent comme agriculteurs est trop faible pour assurer le renouvellement des agriculteurs, le Conseil régional Nord-Pas de Calais lance la mission d'enquête « Demain, je serai agriculteur » ce vendredi 18 mars.

Cette mission d'enquête a vocation à rassembler les acteurs de la région pour qu'ils réfléchissent collectivement à un **Programme Régional à la Création et à la Transmission en Agriculture (PRCTA)**. Elle est co-présidée par Sylvie LARRIERE, journaliste et Michaël POILLON, jeune agriculteur du Pas de Calais.

Une mission d'enquête, pour quels résultats ?

La mission d'enquête « Demain je serai agriculteur » est organisée pour **construire un Programme Régional à la Création et à la Transmission en Agriculture (PRCTA)**. Elle permettra de rassembler l'ensemble des acteurs régionaux pour **mener des réflexions collectives et identifier des solutions pour dynamiser la transmission et la création d'activités en agriculture**.

La mission d'enquête a pour objectif de **créer une synergie pérenne entre tous les acteurs** afin d'identifier de nouvelles solutions et de faciliter ensuite leur mise en place à travers le PRCTA. Pour cela, une **nouvelle gouvernance** doit être imaginée afin de **garantir la participation de tous**.

Ensemble, les participants vont réaliser un **bilan des politiques publiques et des initiatives en matière d'installation agricole** en intégrant le bilan du Programme national, du Programme régional et du PIDIL (Programme pour l'Installation et le Développement des Initiatives Locales).

Qui participe ?

Les acteurs concernés par cette mission d'enquête sont nombreux : **les professionnels du monde agricole, les financeurs de l'installation,**

L'agriculture en Nord-Pas de Calais...

Budget de l'agriculture **13 millions d'euros en 2011**

1 demi million d'euros supplémentaire par Pays pour le volet « agriculture durable »

13 800 exploitations agricoles

25 300 personnes travaillent dans le secteur

Surface agricole moyenne : **65 ha**

Part de la surface agricole : **68%** du territoire régional (France : 54%)

les porteurs de projets, les étudiants, les acteurs économiques, les instances de formation, les partenaires institutionnels, les responsables de territoire et les accompagnateurs des porteurs de projet sont tous invités à la réflexion.

Comment fonctionne la mission d'enquête ?

Les co-présidents pilotent la mission d'enquête en s'assurant du **bon déroulement des travaux et du calendrier**.

Dans un premier temps, la mission d'enquête **identifiera les acteurs concernés** par la problématique de l'installation et de la création agricole et rurale et établira un diagnostic partagé.

A partir du 18 mars, les acteurs vont **préciser leur problématique** et la démarche à adopter pour **avancer sur les enjeux prioritaires** au cours notamment de **3 réunions de travail**.

Cette mission aboutira à **un livre blanc sur l'installation agricole en région**. Chaque membre s'appropriera ces propositions et, le cas échéant, délibérera au sein de l'organisation.

Les co-présidents devront **présenter les conclusions de la mission et les préconisations d'actions**.

Construire le Plan Régional de la Création et de la Transmission en Agriculture

L'aboutissement de la mission d'enquête « Demain, je serai agriculteur » est la création du PRCTA basé sur les réflexions menées collectivement.

Quels sont les objectifs à atteindre ?

Le PRCTA proposera à la fois des dispositifs collectifs et individuels renouvelés complétés par des expérimentations sur les territoires. Il sera un **véritable espace régional d'échanges pour les acteurs avec 3 objectifs** :

- Maintenir au maximum le tissu régional d'exploitations agricoles en **améliorant la transmission et en développant la création d'exploitations agricoles**,
- Identifier les leviers pour donner envie aux jeunes de s'installer,
- **Fédérer les acteurs concernés** en partageant les enjeux et en réfléchissant collectivement aux solutions à apporter.

Calendrier de la mission d'enquête « Demain je serai agriculteur » d'ici l'automne 2011

→ Lancement – vendredi 18 mars

Introduction de la mission d'enquête : méthodologie et engagements des parties prenantes

Diagnostic et méthodologie / Cartographie des acteurs / Bilan régional des politiques publiques / Panorama des projets et finalisation de la méthodologie

→ 1^{ère} réunion – Validation du diagnostic partagé

Identification des enjeux et des axes de travail / Proposition d'enjeux et d'axes de travail pertinents / Benchmarking dans d'autres régions

→ 2^e réunion - Priorisation des enjeux et des axes de travail

Elaboration du PRCTA / Mise en place de groupes de travail opérationnels : élaboration de fiches actions pour chaque enjeu

→ 3^e réunion - Conclusion

Proposition de fiches-actions du PRCTA / Bilan de la mission et perspectives

3 questions à Jean-Louis ROBILLARD

Vice-président du Conseil régional Nord-Pas de Calais en charge de l'Alimentation, de la Régionalisation de l'agriculture et de la Ruralité



Pourquoi la Région Nord-Pas de Calais lance la mission d'enquête « Demain, je serai agriculteur » ?

« Lorsque l'on se penche sur l'agriculture et sur ses perspectives, ce qui saute aux yeux, c'est la faiblesse des installations agricoles.

Or nous sommes dans une période de renouvellement important du fait des nombreux départs à la retraite en cours et programmés sur les 10 prochaines années. Nous sommes donc à un tournant crucial, qu'il nous faut bien prendre, ensuite les jeux seront faits pour de nombreuses années ! Sans intervention publique, on sait bien que ce sont les forces du marché qui pousseront à l'agrandissement de ceux qui sont déjà les plus grands.

Si les jeunes ne s'installent plus en agriculture, si plus personne n'a envie ou plus les moyens de s'installer, quel avenir cela produira pour notre agriculture, pour nos territoires, pour notre alimentation ? Ma responsabilité d'élu est de proposer et de construire une alternative avec tous ceux qui souhaitent maintenir une campagne vivante, riche de ses agriculteurs et de ses produits diversifiés. »

Qu'attendez-vous de la mobilisation des acteurs sur les différents sujets ?

« Des idées nouvelles ! J'ai souhaité inviter très largement toutes les personnes concernées par l'installation agricoles : le monde agricole et toutes les institutions impliquées, bien sûr ; mais aussi les collectivités locales, qui se soucient de plus en plus souvent de maintenir un tissu d'agriculteurs sur leur territoire ; les filières économiques, qui se posent des questions sur leur approvisionnement et leur compétitivité ; les centres de formation et leurs étudiants ; et tous ceux qui ont des projets en lien avec l'agriculture.

Le principe est que cette confrontation nouvelle peut permettre de faire émerger des idées et des solutions innovantes et que tous ensemble nous pourrions les porter et les concrétiser. »

Comment a été accueillie cette démarche par le monde agricole ?

« La démarche a été globalement bien accueillie par le monde agricole. Bien sûr, des inquiétudes quant à la rentabilité des exploitations actuelles reviennent régulièrement dans les débats. Mais il est indispensable de prendre en compte l'ensemble des enjeux si l'on souhaite assurer un avenir à l'agriculture régionale. »

3 questions à Sylvie LARRIERE

Co-présidente de la mission d'enquête, journaliste

Connaissant le monde agricole, de quelle manière percevez-vous la mission « Demain, je serai agriculteur » ?

Qualité de l'alimentation, préservation de l'environnement, occupation du territoire... autant de questions qui sont devenues des préoccupations sociétales. Les agriculteurs sont en première ligne pour y répondre. Encore faut-il pouvoir assurer leur renouvellement. La mission d'enquête doit permettre de redonner des perspectives à un secteur agricole qui a subi de nombreuses mutations. En réunissant les différentes parties impliquées, elle ne doit pas chercher un consensus à tout prix, mais bien les leviers pour faire face aux enjeux.

Pourquoi avoir accepté de présider cette mission d'enquête ?

Mon attachement à ce secteur et la conviction que l'installation, la transmission ou la création d'entreprises agricoles sont les fondements qui garantiront l'agriculture de demain, ne pouvaient que m'inciter à vouloir participer à ce projet ambitieux. Les enjeux sont importants. Ma connaissance du secteur, tout en n'y étant plus directement impliquée, me semble un atout pour apporter un regard neutre sur une question qui aujourd'hui dépasse les seuls enjeux professionnels agricoles. Aujourd'hui, l'agriculture est l'affaire de tous. C'est pourquoi, la démarche impliquant l'ensemble des acteurs de l'installation me semble intéressante et je l'espère permettra de dépasser les clivages et positions de principes, pour n'avoir en perspective que l'intérêt collectif.

Quelles sont vos attentes face à cette démarche ?

J'attends avant tout que nous puissions aller au-delà des simples constats et bâtir un vrai plan pour assurer le renouvellement des générations d'agriculteurs. Je souhaite que nous puissions aborder ces questions sans préjugés, ni a priori, afin de proposer d'avantage qu'une boîte à outils, mais un projet ambitieux pour l'agriculture régionale. Nous devons redonner du sens au métier, dessiner de nouveaux horizons.

3 questions à Mickaël POILLION

Co-président de la mission d'enquête et jeune agriculteur installé dans le Nord-Pas de Calais

Etant vous-même un jeune agriculteur, comment percevez-vous la mission d'enquête « Demain, je serai agriculteur » ?

« Nous avons besoin de redonner un élan à l'agriculture régionale qui a "plus d'un atout dans son jeu". Cela commence par la question transversale de la reproductibilité de cette agriculture et donc de son renouvellement. Le métier d'agriculteur a changé. Ma génération est prête à répondre aux enjeux sociétaux que sont l'emploi, la qualité des produits, la préservation des ressources naturelles, la cohabitation du monde rural et du monde urbain. Nous ne pouvons pas y répondre seuls. Si les autres parties prenantes (pouvoirs publics, collectivités, acteurs économiques, associations, consommateurs) prennent conscience de cela en intégrant nos réalités, nos aspirations et cherchent l'intérêt collectif, la mission d'enquête et ses suites potentielles sont une bonne nouvelle. »

Pourquoi avoir accepté de présider cette mission ?

« Pourquoi aurai-je refusé d'accompagner cette mission sur un sujet qui touche de très près mes convictions et mes engagements ? De plus, l'échelon local, dans le cadre d'une politique à l'installation européenne et nationale, est un échelon pertinent pour débattre de cette question. C'est sensible, il faut donc trouver des pistes et des solutions novatrices. Enfin, nous sommes à la conjonction de plusieurs phénomènes (population de plus en plus urbaine, raréfaction des matières premières, foncier convoité, instabilité des marchés, difficultés de création d'emploi, changement climatique,...) ; il est donc urgent de renouveler le contrat qui lie la société à ses paysans. »

Selon vous, aujourd'hui, quelles sont les principales difficultés rencontrées par les porteurs de projet et les jeunes installés ?

« Un porteur de projet a besoin d'avoir un accès au foncier et plus généralement aux outils de production, un accès au crédit pour investir, moderniser ou créer. Il doit également pouvoir accéder à la formation et à l'accompagnement pour construire son projet et au marché qui lui permet de valoriser ses produits. Si l'on arrive à répondre à l'ensemble de ces paramètres, les conditions d'accueil des porteurs de projet seront réunies. Malheureusement, ça ne semble plus être le cas puisqu'il y a une vraie crise du renouvellement des exploitations en Nord-Pas de Calais.

La mission d'enquête permettra, je l'espère, de rendre concrètes et lisibles les réponses et les pistes dont on a besoin aujourd'hui. »